

Terrorisme, laïcité, Hollande se projette pour 2017

François Hollande s'est posé, hier, en défenseur de l'Etat de droit face au terrorisme dans un discours aux airs de pré-campagne où il n'a pas ménagé ses attaques contre Nicolas Sarkozy

Durant un peu plus d'une heure, le président de la République a largement dépassé le thème de son discours, « *La démocratie face au terrorisme* », pour lancer l'offensive tous azimuts.

Salle Wagram, du nom de l'une des victoires décisives de Napoléon, et devant un public acquis, il s'est dit déterminé à poursuivre « *obstinément le combat* » contre le terrorisme.

Celui qui a connu une vague d'attentats sans précédent en France (238 morts depuis janvier 2015) a évoqué des « *tentatives* » déjouées « *ces derniers jours* », a de nouveau prévenu que ce combat serait de longue haleine.

M. Hollande qui avait déclenché au soir du 13 novembre un état d'urgence, prolongé jusqu'à aujourd'hui malgré des réticences à gauche, et s'est enfilé dans un interminable débat sur la déchéance de nationalité, a voulu se poser en défenseur de l'Etat de droit, rejetant tout « *Etat d'exception* » contre les attaques djihadistes.

Pas de loi anti-burkini

La seule voie « *qui vaille, la seule qui soit efficace, c'est celle de l'Etat de droit* », a-t-il martelé, ne ménageant pas ses coups contre ceux qui à droite « *battent les estrades*

en recourant à toutes les surenchères pour mieux se distinguer à l'intérieur de leur camp ».

Il a plus particulièrement éreinté les « *arguties juridiques* » évoquées par Nicolas Sarkozy qui empêcheraient, selon l'ancien président, de lutter contre le terrorisme, ou balayé l'idée d'interner sans jugement les personnes radicalisées.

Ecartant toute loi interdisant le burkini, il s'est aussi présenté en défenseur de la laïcité qui n'est pas la « *religion d'Etat contre les religions* », relevant que les musulmans faisaient partie des principales victimes du terrorisme jihadiste.

« *Il n'y aura pas de législation de circonscription aussi inapplicable qu'inconstitutionnelle* », a-t-il promis.

Un air de meeting de campagne

Sur le plan politique, François Hollande a lancé l'offensive pour 2017, raillant avec des accents de candidat déjà prêt à en découdre, ces responsables de l'opposition qui « *pensent que l'élection c'est la primaire* ». L'élection, c'est « *ce combat d'une vie* », a estimé celui qui doit annoncer – ou non – officiellement sa candidature début décembre. Face à l'offensive d'Em-



François Hollande, hier salle Wagram à Paris, s'est dit déterminé à lutter contre le terrorisme. (Photo AFP)

manuel Macron et l'avalanche de postulants à gauche pour 2017, M. Hollande a aussi voulu se placer au centre du jeu insistant sur le fait qu'il était jusqu'au mois de mai le seul à avoir « *l'onction* » du suffrage universel.

Il a en outre défendu le modèle

social, « *patrimoine commun des Français* », avertissant qu'il se battrait « *toujours* » contre « *l'Etat d'exclusion* » que voudrait selon lui bâtir la droite. Sur le plan institutionnel, il a notamment affirmé vouloir « *limiter le cumul des mandats dans le temps* » pour les élus.

Cette initiative intervient alors que le président est plus que jamais en butte à des sondages catastrophiques. Dans une étude Elabe publiée ce jeudi, il est à son plus bas niveau depuis juin 2012, avec 15 % des sondés qui lui font confiance.

Raillé par Eric Ciotti

Saluée par Manuel Valls qui a loué « *un Président, incarnation du suffrage universel* » et par Jean-Christophe Cambadélis pour qui il s'est montré « *prêt au combat pour défendre une certaine idée de la France* ». L'intervention de M. Hollande a été raillée par le porte-parole de Nicolas Sarkozy, Eric Ciotti.

« *Les Français attendaient un chef de guerre contre le terrorisme, ils ont retrouvé un médiocre, tout petit chef de parti* », a-t-il déclaré sur RJC, jugeant l'exercice « *indigne sur la forme* ». « *C'est là un naufrage auquel nous assistons* », a de son côté commenté Alain Juppé lors d'un déplacement à Aubervilliers. Pour le Parti de gauche, Danielle Simonnet a regretté d'avoir assisté à « *un meeting de campagne, comme s'il n'était pas président depuis 5 ans, en voulant enfermer le débat entre deux camps, celui des républicains qu'il prétend incarner contre celui des surenchères* ».



Par
**CLAUDE
WEILL**

Hollande sur la Marne

Ils attendaient un signal. Ils ont été servis.

Depuis quelques semaines, et singulièrement depuis le lancement de l'opération Macron, les fidèles de François Hollande se désespéraient et le pressaient de faire mouvement. Au vu des derniers sondages, calamiteux, ils redoutaient qu'à force de prudence et d'habileté tactique, en s'en tenant à sa décision de n'annoncer sa candidature que début décembre, leur champion n'arrive après la bataille. Que l'affaire soit pliée sans même qu'il ait pu

défendre ses chances. Il les a entendus. Salle Wagram, en une heure montre en main et devant un public acquis, François Hollande a fait plus qu'adresser un signal: il a lancé la contre-offensive et prononcé un véritable discours de candidat, dévoilant ce que seront les axes de sa campagne (Etat de droit contre état d'exception; Etat social contre « *Etat d'exclusion* ») et désignant ses concurrents et adversaires, a eu son paquet. Montebourg (sur les institutions), Macron

(sur la critique de la démocratie), Marine Le Pen (sur l'Europe et le populisme), Juppé, Fillon et Le Maire sur le recours aux ordonnances pour réformer le pays (« *Supprimons le Parlement* », ironise-t-il)... Mais l'essentiel de ses attaques, il l'a réservé, sans le nommer, à celui qu'il s'est choisi pour adversaire privilégié, parce qu'il pense – et veut croire – que c'est lui qui sortira vainqueur de la primaire des Républicains: Nicolas Sarkozy. Sarkozy dont il a étrillé une à une les propositions: loi anti-burkini, remise en cause du droit du sol, suspension du regroupement familial, internement administratif des individus fichés S. « *Il est faux de prétendre que l'Etat de droit entraverait la lutte antiterroriste* », assène-t-il; c'est

même l'inverse, toute atteinte à nos principes constitutionnels nous affaiblit. Nicolas Sarkozy, au lendemain de Nice, avait accusé le gouvernement de camoufler son inertie derrière des « *arguties juridiques* ». La réplique est cinglante: « *Une argutie juridique, la présomption d'innocence, bien connue à brandir quand il s'agit de plaider pour son propre compte?* »

Bref, parmi ceux qui « *battent les estrades* » et se livrent à « *des surenchères pour mieux se distinguer à l'intérieur de leur camp* », Hollande désigne son adversaire et va le chercher sur son propre terrain, celui de l'insécurité, de l'immigration et de l'islam, l'accusant de mettre

en cause les valeurs républicaines et de menacer la cohésion nationale.

Au thème de l'« *identité* » française, central dans la campagne de Nicolas Sarkozy, qui serait « *contemplation du passé* » et « *recherche obstinée des racines* », il oppose la France comme « *idée* ». Pas l'idée

« *Ma droite est enfoncée, ma gauche cède. La situation est excellente: j'attaque!* »

de grandeur chère au Général. Mais l'idée de liberté et de tolérance dont il entend être le garant « *lors des prochains mois ou des prochaines années* ». Retour aux fondamentaux de gauche, en somme. Une manière de rassembler son camp et faire oublier la fâ-

cheuse affaire de la déchéance de nationalité (non citée hier), qui a laissé des cicatrices. Mais aussi de se replacer au centre du jeu en se posant comme le seul capable de faire barrage à Nicolas Sarkozy, au moment où, à sa gauche et à sa droite, on spéculait déjà sur son effacement. Son «

empêchement », comme dit Montebourg. « *Ma droite est enfoncée, ma gauche cède. La situation est excellente: j'attaque!* » On pense à la

fameuse (et probablement légendaire) proclamation de Foch, en 1914. Les Allemands étaient sur la Marne et la France avait presque perdu une guerre qui ne faisait que commencer. La comparaison s'arrête là, bien sûr. Mais coïncidence amusante à relever, c'était un 8 septembre...